

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR  
DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

## ARRETE MODIFICATIF

portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU  
DEVELOPPEMENT DURABLE  
N°IC 2003/1110  
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor,  
Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement, sous la rubrique n° 2111-1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2006, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 janvier 1994, modifié le 27 décembre 2005, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. DE L'ISLE », l'autorisant à exploiter en GOUDELIN au lieu-dit « Le Gonzolet » un élevage avicole de 67100 animaux équivalents (*poulets de chair*) ;
- VU la demande présentée le 27 novembre 2008 par l'installation classée « **E.A.R.L. DE L'ISLE** », sise « Kergadiou Vian » en GOUDELIN, en vue de la mise à jour de la gestion des déjections produites par un élevage avicole autorisé (*67100 poulets de chair*), en GOUDELIN au lieu-dit « Le Gonzolet » (Section YC N° 62) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 24 novembre 2008, modifié le 26 janvier 2009 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 19 décembre 2008 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du LEFF LANNEBERT ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de PLOUAGAT, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 13924 UN, transférées ;

CONSIDERANT le contrat de reprise du 14 juin 2007 avec la société « HUON » - effectif concerné : Effectif concerné : - Pour Fientes - Reprise de fumiers brut pour compostage dans unité de compostage des établissements HUON ;

CONSIDERANT que, en parallèle de la mise à jour de la gestion des déjections de son site de poulettes situé au lieu-dit « Gonzolet » en GOUDELIN, le pétitionnaire procède également à la restructuration interne effectuée sur son site de poules pondeuses au lieu-dit « Kercadiou Vian » en GOUDELIN ;.

CONSIDERANT que le pétitionnaire réalisait jusqu'à présent le compostage de ses fumiers sur une plate-forme stabilisée. Le produit repris qui devait répondre à la norme NFU 42001 était ensuite repris par la société AGRONOR pour être exporté vers des cantons dont la charge en azote est inférieure à 140 UN/Ha ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire souhaite dorénavant exporter les déjections de son atelier de poulettes sous forme de fumier brut vers une installation de compostage autorisée et exploitée par les établissements HUON situés à Bégard. Le compost produit sera ensuite transféré vers des cantons dont la charge est inférieure à 140 UN/Ha ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire s'engage à ce que les reprises de fumiers brut soient directement réalisées en sortie de poulailler par le repreneur et qu'il n'y est aucun stockage de fumier brut sur son site de production ou au champ avant reprise. Une prescription sera incluse dans son arrêté préfectoral d'autorisation en ce sens ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

#### ARTICLE 1<sup>ER</sup> -

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 1994, modifié, sont modifiées comme suit :

« Le pétitionnaire est autorisé à installer et exploiter, au titre de l'installation classée « E.A.R.L. DE L'ISLE », sise au lieu-dit « Kergadiou Vian » en GOUDELIN, au lieu-dit « Le Gonzolet » (section YC N° 62) en GOUDELIN, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 67100 animaux équivalents en présence simultanée (volailles de chair ou poulettes en présence simultanée), sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter à 13 924 kg par an, la quantité d'azote produite.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111-1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 7 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 12 juin 2006 visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après. »

#### ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

Les dispositions de l'article 2<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 1994 sont modifiées comme suit :

« L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement ;

## 2.1. - Aménagement des bâtiments:

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 3 000 m<sup>2</sup>.

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel du (des) poulailler(s) entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du (des) poulailler(s) seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

## 2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'Euroclasse feu de type D et la couverture des bâtiments en matériaux incombustibles de type A1 ou A2.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m<sup>3</sup> conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.6. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

## 2.3. - Transfert des effluents bruts :

Les effluents bruts de l'exploitation

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant et le repreneur. Sur ce bon sont indiqués :

a) La date de départ.

b) Le type de produit.

c) Les quantités enlevées en tonnes.

d) La dénomination de l'exploitant et du repreneur.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans. Si une convention de reprise n'était pas respectée ou renouvelée par les contractants ou rompue, le pétitionnaire devra, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage.

#### 2.4. - Stockage des effluents bruts.

Les effluents bruts de l'exploitation ne seront en aucun cas stockés sur le site de l'exploitation ou sur une parcelle d'épandage avant reprise par la société prestataire de service, sauf cas de force majeure. »

### ARTICLE 3 - RÉSORPTION

Les dispositions de l'article 3<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 1994 sont modifiées comme suit :

« - Par transfert : 13 924 unités d'azote. »

### ARTICLE 4 - BILAN DE FONCTIONNEMENT

L'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté du 29 juin 2004 modifié et du 24 décembre 2002 modifié. L'exploitant doit annuellement vérifier les seuils d'émissions des polluants visés dans les annexes des arrêtés ministériels sus-visés, afin de déclarer, en cas de dépassement de ces seuils, les dites émissions générées par son élevage et réaliser un bilan de fonctionnement de fréquence décennal, le prochain devant être transmis au plus tard dans dix années à compter de la date du présent arrêté.

### ARTICLE 5 : M.T.D.

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (M.T.D.) économiquement acceptables et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

### ARTICLE 6

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 27 janvier 1994 restent inchangées. *Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 27 décembre 2005 .*

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

### ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de GOUDELIN pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de GOUDELIN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

### ARTICLE 8 -

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire, à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de GUINGAMP, le Maire de GOUDELIN, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.*

SAINT-BRIEUC, le 5 février 2009

LE PREFET,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète, Secrétaire général par intérim  
Signé : Magali SELLES